La monarchie française et l'éducation des filles nobles (XVI^e-XVIII^e siècles)

Dominique Picco
Université Bordeaux-Montaigne

Résumé: La création en 1686 du premier établissement scolaire français réservé à des filles nobles revient à Louis XIV. La maison royale de Saint Louis à Saint-Cyr répond aux aspirations éducatives de Madame de Maintenon et à la volonté politique du monarque. Le soutien de la monarchie se manifeste par l'implication personnelle du Roi-Soleil. Ses successeurs lui marquèrent bien moins d'intérêt. Au cours de son siècle d'existence, la maison forma plus de trois mille jeunes filles en suivant les principes pédagogiques de Madame de Maintenon. En France, elle subit bien des critiques, tandis qu'à l'étranger Saint-Cyr suscita l'intérêt et l'admiration. Ses archives gardent la trace de visiteurs étrangers, dont certains étaient missionnés pour observer l'organisation de l'établissement et l'éducation délivrée. Ce modèle éducatif, copié mais surtout adapté à des réalités politiques et sociales différentes, contribua à pérenniser l'œuvre et le souvenir de Louis XIV.

Mots Clés: Louis XIV, Madame de Maintenon, éducation des filles, genre, Saint-Cyr

The French monarchy and the education of noble girls (16th – 18th century)

Abstract: The creation in 1686 of the first French school specially destined to girls of the nobility can be attributed to Louis XIVth. The royal house of Saint Louis at Saint-Cyr is an answer both to the educational aspirations of Mme de Maintenon and to the political will of the king, who, contrary to his successors, was directly involved in its development. In its century of existence, the House of Saint-Cyr educated more than 3 thousand girls following the pedagogical principles of Mme de Maintenon. In France, it was subjected to numerous criticisms whereas it was seen with interest and admiration abroad. The archives show that foreign visitors were missioned to observe the organisation of the establishment and the education it delivered. This educational model was copied but mostly adapted to different social and political contexts, which perpetuated the work and the memory of Louis XIVth.

Keywords: Louis XIV, Madame de Maintenon, education of girls, gender, Saint-Cyr

La monarquía francesa y la educación de niñas nobles (finales del siglo XVII - finales del siglo XVIII)

Resumen: La creación en 1686 del primer establecimiento escolar francés destinado exclusivamente a descendientes femeninas de familias nobles fue obra de Luis XIV. La casa real de Sant Louis en Saint-Cyr respondió a las aspiraciones educativas de Madame de Maintenon, así

ISSN 2560-8371

Date of submission: 2018-06-30

<http://doi.dx.org/10.24908/eoe-ese-rse.v19i0.11912>

Date of acceptance: 2018-11-05

© *Encounters in Theory and History of Education* 35

como a la voluntad política del soberano. El apoyo de la monarquía quedó patente por la implicación personal del propio rey, ya que sus sucesores mostraron menor interés en el proyecto docente. A lo largo de su siglo de existencia, la institución educó a más de tres mil jóvenes siguiendo los principios pedagógicos de Madame de Maintenon. Mientras que en Francia la institución recabó numerosas críticas, en el extranjero suscitó interés y admiración. De este modo, los archivos conservan las huellas del paso de visitantes extranjeros, algunos de los cuales actuaban como enviados especiales para observar la organización del establecimiento y para conocer la educación impartida. Este modelo educativo, posteriormente copiado pero adaptado a realidades políticas y sociales diferentes a las originales, contribuyó a perpetuar la obra y el recuerdo del monarca Luis XIV.

Palabras clave: Luis XIV, Madame de Maintenon, educación de niñas, género, Saint-Cyr

Dans la France moderne, l'éducation des enfants, garçons et filles, ne fait pas partie des champs traditionnels d'intervention de l'État monarchique. Ses ingérences sont rares et se limitent à des déclarations de principe, non suivi d'engagements administratifs et encore moins financiers. Ainsi, en 1698 une déclaration de Louis XIV, reprise quasiment mot pour mot en 1724 par Louis XV, affirme la nécessité de fonder une école par paroisse et de rendre la scolarité obligatoire jusqu'à quatorze ans. La monarchie française d'Ancien Régime n'a donc jamais eu de véritable politique scolaire, même si elle a pu, occasionnellement, initier ou soutenir la création d'établissements, en particulier au XVIII^e siècle celle d'écoles spécialisées -Ponts et Chaussées en 1747 et Génie de Mézières l'année suivante-, des écoles militaires à partir de 1751 ou des écoles vétérinaires à partir de 1762. Tous réservés aux garçons, ces espaces participent alors de la construction de la masculinité des jeunes générations.

Dans tous les milieux sociaux, pour les enfants des deux sexes, la famille joue alors un rôle essentiel dans la transmission de la culture orale et/ou écrite, du métier, des valeurs, de la morale et de la religion. Toutes les institutions éducatives de l'école de village ou de quartier, à l'université, en passant par les collèges pour les garçons et les couvents pour les filles, sont entre les mains des églises - catholique surtout, mais aussi protestante de 1598 à 1685, entre l'édit de Nantes et sa révocation - dont les membres assurent la gestion administrative et financière tout en dispensant l'enseignement. L'éducation en famille et/ou en institution prépare les enfants des deux sexes à des rôles sociaux nettement différenciés: la vie et l'activité des femmes restent limitées - à de très rares exceptions près - à la sphère privée et familiale tandis que celles des hommes sont tournées vers l'espace public. Elle contribue donc à construire deux genres, masculin et féminin, nettement distincts. À cette différenciation vient s'ajouter, ou bien est-ce celle qui prévaut (Steinberg, 2010), une nette séparation selon les origines sociales : l'éducation des enfants est donc à la fois genrée et socialement distinctive.

Au cours du XVIII^e siècle, des voix s'élèvent (Montesquieu, Diderot, Turgot, Helvétius etc.) et clament la nécessité que l'État se mêle de l'éducation des enfants. Des traités, des plans d'éducation sont publiés dont ceux de Castel de Saint-Pierre dès 1728 (Castel de Saint-Pierre,

1728), La Chalotais en 1763 (La Chalotais, 1763) ou encore celui de Madame de Miremont, uniquement consacré aux filles (Miremont, 1779). En 1783, le président du parlement de Paris, Lamoignon, affirme lui-aussi le principe de l'intervention de l'État: «L'éducation doit être sous l'inspection de la puissance publique parce qu'elle doit être toute dirigée pour l'utilité générale et pour le bien de l'État, elle ne doit point éprouver les variations de vue d'une administration particulière». En 1791, Condorcet rédige *Cinq mémoires sur l'instruction publique* où il expose à fois l'utilité d'une instruction publique comme base de la société en construction depuis 1789 et la nécessité d'instruire les filles (Condorcet, 1790). La *Déclaration des droits de l'homme de 1793*, préambule de la première constitution républicaine française affirme: «l'instruction est le besoin de tous. La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens». Cependant la situation politique, intérieure et extérieure, repousse à des jours meilleurs la mise en place d'un système complet d'instruction publique.

Dans un tel contexte, la fondation par volonté royale, en 1686, d'un établissement chargé d'éduquer des filles nobles et son maintien sur la longue durée jusqu'en 1793 à donc de quoi étonner l'historien.ne. La Maison royale de Saint Louis, installée à Saint-Cyr, à l'orée du grand Parc du château de Versailles est unique. Dans ces bâtiments, protégés par une clôture monastique qui exclut toute présence masculine en dehors de quelques espaces soigneusement délimités et sous la surveillance étroite des religieuses, l'éducation délivrée uniquement par des femmes, participe à la construction genrée de plusieurs milliers de fillettes, devenues par la suite religieuses ou éducatrices des générations suivantes.

Pour bien saisir le caractère tout à fait exceptionnel, dans la France moderne, de l'implication de la monarchie dans la création et l'existence de cette structure éducative, un détour par un panorama rapide de l'éducation offerte aux filles est indispensable avant de détailler les différentes modalités de l'intervention de Louis XIV. Le devenir de l'institution pendant les règnes suivants révèle la fidélité à l'œuvre du brillant ancêtre mais également la perte de son sens politique dans une société en pleine mutation.

L'éducation des filles des élites sociales dans la France des XVI^e et XVII^e siècles

Au Moyen-âge, les clercs ont le monopole - ou presque - de la culture savante. Les nobles sont peu instruits, les seigneurs sont souvent des hommes grossiers et violents, formés pour la guerre, loin de l'idéal chevaleresque de la littérature courtoise. Dans cette société, les femmes sont rarement instruites, même s'il existe des exceptions comme Christine de Pisan (1365-1430). Elle sait le français, l'italien et assez bien le latin sans avoir jamais fréquenté une école, elle a étudié dans son milieu familial, surtout auprès de son père, médecin de Charles V. Son ouvrage le plus célèbre, le *Livre de la Cité des Dames* (1404-1405) fait d'elle, pour certains spécialistes, «le plus grand auteur politique du XV^e siècle» (Autrand, 2009).

Tous les grands maîtres de l'humanisme européen se sont intéressés aux questions éducatives, mais lorsqu'Érasme écrit «on ne naît pas homme, on le devient» (Érasme, 1529), signifiant que l'enfant passe de l'animalité à l'humanité par l'éducation, il ne pense qu'au petit garçon. À cette époque, et pendant plusieurs siècles encore, le terme enfant ne désigne que les garçons; lorsqu'un auteur s'intéresse aux filles, il le précise. Un de ces humanistes, un espagnol, Juan Luis Vivès, consacre en 1523 un volume à l'éducation des femmes qu'il juge indispensable. Selon lui, seule la connaissance leur permet d'accéder à la vertu en les protégeant du vice et des

faiblesses inhérentes à leur sexe (Vivès, 1523). Pour la plupart de ces penseurs de la Renaissance (Castiglione, Rabelais, Erasme ou encore Agrippa d'Aubigné), il est bon que les filles des élites sociales soient instruites afin de préserver l'harmonie sociale et, en particulier, celles des couples en réduisant le fossé culturel entre mari et femme. Tous estiment que filles et garçons doivent être élevés séparément, à savoir dans des lieux distincts, et différemment. Ainsi, ils limitent les savoirs féminins à la lecture, l'écriture, ajoutant parfois quelques rudiments de latin et de philosophie, et soulignent combien le niveau des connaissances doit être adapté à la place d'une femme dans la société : une dame de condition a des besoins supérieurs à une fille de marchand ou d'artisans. En résumé, ces humanistes restreignent l'éducation des filles en fonction de deux critères, le genre et la hiérarchie sociale.

Avec les réformes religieuses, la question de l'éducation des enfants des deux sexes revêt une nouvelle acuité. Du côté protestant, quelque soit la confession, l'accès direct aux Écritures saintes, pour les fidèles des deux sexes, passe par l'apprentissage de la lecture quelque soit le milieu social. Pour Luther, véritable pédagogue, si la famille joue un rôle fondamental dans l'éducation des enfants l'essentiel relève de l'école. Dès 1524, dans son livre, *Aux magistrats de toutes les villes allemandes*, le réformateur interpelle les princes sur la nécessité de créer des écoles pour les deux sexes, pour des motifs qui ne sont pas que religieux (Luther, 1524):

Même s'il n'y avait pas d'âme, et si on n'avait nul besoin des écoles et des langues à cause de l'Écriture et de Dieu, ce serait déjà une raison suffisante pour instituer, en tous lieux, les meilleures écoles pour garçons et filles, que de savoir que le monde, pour maintenir extérieurement la condition temporelle, a besoin d'hommes et de femmes capables, de manière que les hommes puissent bien diriger le pays et les gens, et les femmes bien éduquer et gouverner la maison, les femmes et les domestiques.

Par voie de conséquence, le choix de la confession luthérienne par un état, allemand ou scandinave, s'accompagne toujours d'ouvertures d'écoles qui participent donc du processus de confessionnalisation. En 1530, Luther renforce encore l'ingérence de l'État dans l'éducation des enfants : ce sont les autorités politiques qui doivent trouver un remède à la faiblesse de fréquentation des écoles et inciter les parents à scolariser leurs enfants. Cette volonté ferait de lui, pour certains, l'inventeur du principe d'obligation scolaire qui ne rentra dans les lois françaises qu'en 1882, sous le ministériat de Jules Ferry.

En France, où les protestants, toujours minoritaires, optent dès le milieu du XVI^e siècle pour un calvinisme qui privilégie le rôle de la famille dans l'éducation des enfants et où les guerres de religion font rage pendant plus de trente ans (1562-1598), la situation est bien différente : les créations d'écoles protestantes sont rares et éphémères. Vu le nombre de clercs enseignants passés rapidement à la réforme, le pouvoir royal craint que les écoles ne soient des lieux de propagande : villes et évêques sont alors chargés de surveiller les maîtres. L'école devient rapidement un enjeu essentiel pour la réforme catholique, un moyen d'éloigner les enfants de l'hérésie huguenote. En ces temps troublés, les évêques tempêtent contre la mixité des classes, pratique fréquente liée à la faiblesse des moyens et à l'absence de locaux ; ils encouragent également la création d'écoles, en particulier pour les filles, en s'appuyant sur la générosité de pieux fidèles, souvent des dames de la noblesse ou de la bourgeoisie. Ainsi, à Bordeaux, Olive de Lestonnac (1572-1652), parente de Montaigne et de Jeanne de Lestonnac est connue pour sa

générosité; à Paris, Marie Catherine Gon de Vassigny, veuve d'un conseiller au parlement de Paris lègue 25.000 livres pour créer une école de filles dans l'île Saint-Louis. Dans ce type d'établissement, instruire les filles n'est pas une finalité en soi mais un moyen d'enraciner la foi catholique dans les familles, via ces futures mères. Tout autre apprentissage est subordonné à cet objectif essentiel, ainsi Pierre Fourier, fondateur en 1598 d'une congrégation enseignante, peut écrire: «Notre but [...] est de dresser des écoles publiques et y enseigner gratuitement les filles à lire et écrire, à besogner de l'aiguille et l'instruction chrétienne en sachant selon leur portée et la nôtre leur faire entendre le catéchisme en les initiant à la piété et dévotion» (Lebrun, Venard & Quénart, 1981: 378).

Au XVII^e siècle, dans la bonne société, l'éducation des filles est à sujet à la mode; dans les conversations de salons les débats sur l'accès des femmes à la culture sont nombreux. En librairie, paraissent de multiples traités d'éducation, de pédagogie, de conduite ou de morale à l'usage des filles. Même dans des œuvres de fiction dont certaines pièces de Molière, *Les Précieuses ridicules* (1659), *l'École des femmes* (1663), *Les femmes savantes* (1672), l'éducation des jeunes filles, la culture nécessaire aux femmes sont à l'arrière-plan. Ces débats, ces écrits s'intéressent surtout aux catégories aisées en distinguant parfois les nobles des bourgeoises. Au delà de généralités récurrentes, le contenu des apprentissages est peu explicité. Parmi les textes plus précis figure le *Traité du choix et de la méthode des études* (1686) où Claude Fleury affirme (Fleury, 1686:270):

Il faut donc se contenter de leur apprendre les dogmes communs sans entrer dans la théologie [...] La grammaire ne consiste pour elles qu'à lire et à écrire [...] Elles peuvent se passer de tout le reste des études, du latin et des autres langues, de l'histoire, des mathématiques, de la poésie et de toutes les autres curiosités

Le *Traité de l'éducation des filles* (1687) que Fénelon rédige à l'intention du duc et de la duchesse de Beauvilliers, parents de six filles, est plus ambitieux (Fénelon, 1994). Pour ces demoiselles de la haute noblesse, il préconise, au delà des savoirs de base lecture, écriture, prononciation, la connaissance de la grammaire française, celle des «quatre règles de l'arithmétique» et des «principales règles de la justice». Il affirme également que, pouvant être amenées à gérer des fiefs en l'absence d'un père, d'un frère ou d'un mari, les femmes nobles ont « besoin d'être instruites des devoirs des seigneurs dans leur terre». Elles peuvent aussi être initiées à l'histoire grecque et romaine, à l'histoire de France et même au latin. Il réproche par contre l'apprentissage de l'espagnol ou de l'italien, des «langues [qui] ne servent guère qu'à lire des livres dangereux et capables d'augmenter le défaut des femmes ». Loin de lui néanmoins l'idée d'en faire des femmes savantes, toujours ridicules aux yeux des hommes car égarées en dehors du rôle dévolu à leur sexe. Dans les années 1670, Poullain de la Barre exprime, dans des traités qui ont eu peu d'échos sur le moment, un point de vue original et dissonant (Poullain de la Barre, 1673). Partant du postulat que l'esprit n'a point de sexe, il affirme que les femmes de toutes conditions doivent pouvoir accéder à tous les savoirs.

Cet intérêt renouvelé pour l'éducation des filles, perceptible à travers des discours plus ou moins novateurs, explique en grande partie l'élargissement de l'accès des femmes à la culture au cours du XVII^e siècle, comme l'a bien montré Linda Timmermans (1993). Dans la pratique, pour éduquer leur fillette, deux possibilités s'offrent aux parents appartenant aux élites sociales,

garder leur enfant à la maison ou l'envoyer au couvent, espace féminin par excellence. L'éducation à la maison concerne la majorité d'entre elles, et cela pour au moins trois raisons. Un problème de place, tout d'abord, car malgré la multiplication du nombre des établissements accueillants de jeunes élèves, l'offre ne peut faire face à la demande. Un problème de coût ensuite, le prix de la pension n'est pas à la portée de tous surtout pour des parents attentifs à la réputation de l'établissement et à la qualité matérielle du séjour. Enfin, la décision de garder sa fille, ou ses filles, dans la demeure familiale relève de décisions très personnelles. Nombre de familles nobles aux finances contraintes doivent faire des choix et sont amenées à privilégier d'autres dépenses, par exemple pour asseoir la carrière du ou des fils. À côté de cela, certains parents optent, par détermination «idéologique», pour l'éducation domestique. Lorsque Marie de Rabutin Chantal (1626-1696), future Madame de Sévigné, se retrouve orpheline, le conseil de famille affecte 1200 livres par an à son éducation, somme largement suffisante pour couvrir ses frais de pension dans un bon couvent, par exemple une des maisons de la Visitation, ordre fondé par sa propre grand-mère, Jeanne de Chantal. Or, le choix s'est porté vers son maintien en la demeure de ses grands parents maternels et le recrutement de plusieurs maîtres afin qu'elle soit élevée «dans l'innocence et la pureté» tout en étant surveillée de loin par son illustre aïeule (Duchêne, 2002:66). Parmi les femmes de lettres du XVII^e siècle, M^{elle} de Scudéry, M^{me} de Lafayette ont également bénéficié du choix parental d'une éducation domestique.

Dans bien des communautés féminines, il est d'usage, depuis le Moyen-âge, d'accueillir derrière la clôture des petites filles de la haute société dans le dessein d'en faire des moniales. Cet usage perdure à l'époque moderne mais évolue dans ses objectifs et ses pratiques. Traditionnellement, les familles plaçaient des filles très jeunes au couvent, souvent lorsqu'elles en avaient plusieurs et se voyaient dans l'impossibilité, faute de moyens suffisants pour les doter convenablement, de leur offrir un état correspondant à leur position sociale. Pour d'autres, il s'agissait d'occuper au plus vite une place dans un couvent, considérée comme un véritable bien patrimonial. Mère Angélique, réformatrice de Port-Royal, réunit ces deux motifs. Née en 1591, la deuxième des six filles d'Antoine Arnauld, avocat au parlement de Paris, entre à sept ans en noviciat et devient coadjutrice de l'abbesse de Port-Royal. En 1600, âgée de neuf ans et sans avoir fait sa première communion, elle est élue supérieure de l'abbaye. La tradition révèle qu'entre les offices, cette petite fille joue, lit des romans et de l'histoire romaine (Egle, 1998). Avec la réforme catholique, l'optique des séjours des filles au couvent se modifie car les ordres religieux à vocation éducative se multiplient; ils ont été étudiés en détail à Paris par Martine Sonnet pour le XVIII^e siècle, mais leurs fondations relèvent du siècle précédent (Sonnet, 1987). Certaines communautés se consacrent aux filles des milieux populaires, les Filles de la Croix, les Sœurs de Saint Charles, les Dames de Saint-Maur etc. D'autres comme les Ursulines, les Filles de Notre-Dame ou la congrégation Notre-Dame, reçoivent gratuitement des externes et, dans des espaces nettement séparés, des pensionnaires payantes issues de milieux aisés. À la séparation entre les enfants des deux sexes s'ajoute ici une forme de ségrégation sociale. Les candidates sont sélectionnées en fonction de la réputation et des revenus de leur famille en raison des tarifs, parfois très élevés, des établissements les plus huppés. Il existe également des classes de pensionnaires dans des communautés où la dimension éducative n'est pas prioritaire, par exemple chez les Visitandines, en raison du caractère lucratif de cette activité (Duvignacq-Glessen, 1994). Ces différentes maisons d'éducation ne doivent pas être assimilées à des collèges au féminin en raison de la brièveté des séjours des fillettes et des différences de contenus. Si les

humanités classiques, adossées à l'étude du latin et grec, sont au cœur du modèle jésuite, la place, même très réduite, du latin chez les filles fait débat parmi les pédagogues. Presque toutes les premières lectures se font en latin, dans des ouvrages religieux, mais ces élèves n'étudient ni la langue latine, ni la littérature antique, mais seulement quelques rudiments permettant de comprendre la liturgie. Les sources peuvent révéler la présence de l'enseignement de l'histoire, plutôt régionale et/ou moderne (Picco, 2008). Les arts d'agrément (musique, danse et dessin), essentiels dans la construction des identités féminines au sein des élites sociales, sont enseignés par des maîtres dans un espace bien délimité et sous haute surveillance des religieuses, le parloir. Partout, celles-ci veillent à en faire de parfaites maîtresses de maison en leur enseignant l'économie domestique et en leur montrant la couture, la broderie et la tapisserie ou encore l'art du pliage du linge.

Enfin, si de nouveaux ordres religieux tournés vers l'éducation des filles, tel que les Ursulines, s'implantent dans toutes les villes de France, ni la monarchie, ni les municipalités ne favorisent matériellement leur installation, à la différence des collèges, jésuites ou autres, et de certaines écoles de garçons fondées à Lyon dans les années 1670 par Charles Démia (1637-1689) ou tenues par les Frères des écoles chrétiennes, une congrégation née à l'initiative de Jean Baptiste de la Salle (1650-1719) qui, à partir de Reims, essaïma rapidement vers Paris, Rouen, Grenoble etc.

L'irruption de la monarchie dans le champ de l'éducation des filles nobles: la fondation de Saint-Cyr

Le paysage des possibilités éducatives offertes aux familles nobles s'élargit d'un seul coup en 1686 avec l'ouverture, à Saint-Cyr, de la Maison royale de Saint Louis. En ces temps troublés qui suivent la révocation de l'édit de Nantes à l'automne précédent, l'événement ne passe pas inaperçu et est largement relaté dans les colonnes du *Mercure Galant* (1686):

Quel bonheur, pour nous aussi bien que pour les Français qui nous suivront, que Dieu nous ait donné un monarque qui, outre un nombre infini de grandes choses qu'il a faites pour la gloire de ses peuples et pour leur utilité, en a fait trois si dignes de sa grandeur et en même temps si surprenantes, [...] Vous les trouverez dans l'établissement des Invalides, dans celui des compagnies de jeunes gentilshommes qu'on instruit en plusieurs villes comme en des académies, et dans celui de Saint-Cyr. Ces trois établissements font la grandeur de sa Majesté, puisque, en récompensant la noblesse qui a servi, ils donnent encore le moyen de continuer à ceux qui en ont encore la force [...] Quant à l'établissement de la Maison de Saint-Cyr, il donne aussi lieu à la noblesse de servir le roi, puisque les pères qui auront des filles dans cette communauté, étant déchargés de la dépense à laquelle les engagerait l'obligation de les faire instruire selon leur naissance, seront plus en pouvoir de servir le roi avec leurs fils [...]

La tradition fait remonter l'origine de ce projet à l'été 1684 où, lors d'un conseil, Louis XIV aurait annoncé sa décision de fonder un établissement pour pouvoir à l'éducation de 250 jeunes filles de la noblesse pauvre. (Lavallée, 1853; Prévot, 1981). Dans sa détermination, le roi était soutenu par son confesseur, le père de la Chaize, mais aussi par la marquise de Maintenon, son épouse secrète depuis quelques mois.

Née dans une famille noble mais pauvre, ballotée de couvent en couvent, dont elle garde de très mauvais souvenirs, Françoise d'Aubigné (1638-1719) a souffert d'une éducation négligée. Après la mort de son premier mari, Scarron, elle a élevé secrètement, à partir de 1669, les enfants illégitimes du roi et de Madame de Montespan. Elle consacre alors une partie de ses revenus à soutenir une petite maison d'éducation pour les filles pauvres tenue par deux religieuses. Elle les installe à Rueil avec quelques pensionnaires, nobles et roturières, et rédige ses premières instructions. Utilisant sa faveur auprès du roi, elle crée en 1684, sa propre école dans le château de Noisy qu'il vient d'acquérir. Quelques mois plus tard, le souverain donne plus d'ampleur aux ambitions éducatives de la marquise en fondant Saint-Cyr.

L'objectif du roi est éminemment politique. Il s'agit pour lui de récompenser les nobles ayant servi dans ses armées, en leur accordant le privilège de faire élever leurs filles aux frais de l'État. Venir en aide à une noblesse durement frappée dans sa chair et dans ses finances par les guerres qui se succèdent depuis le début de son règne personnel et inquiète face à la perspective de nouveaux conflits lui paraît indispensable. Dans le même registre, comme le rappelle le *Mercur galant*, Louis XIV a déjà fondé, l'hôtel des Invalides pour les soldats blessés et des compagnies de cadets gentilshommes afin de former de jeunes officiers nobles. Ces établissements se rattachent à la politique royale de soumission du second ordre: récompenser par un privilège pour mieux fidéliser la noblesse. Placée sous la protection de Saint Louis, auquel Louis XIV offre un nouveau sanctuaire, la Maison de Saint-Cyr répond également à un objectif religieux. Les élèves et leurs maîtresses doivent prier chaque jour pour le repos de l'âme des ancêtres du roi soleil et de celle de la reine Marie-Thérèse, morte en 1683. Plus tard, ils prieront pour celles de Louis XIV et Madame de Maintenon.

Le roi s'implique directement dans la fondation de Saint-Cyr comme le manifeste son choix de se faire peindre en majesté tenant à la main les plans des bâtiments (Jollain, s.d.). Il décide de son implantation géographique, à proximité de Versailles, alors que M^{me} de Maintenon aurait souhaité le calme, loin de la cour. Le choix se porte sur le village de Saint-Cyr, à moins d'une lieue du palais: le roi se porte acquéreur, en avril 1685, des biens du Marquis de Saint-Brisson, à savoir un château et son parc, des bois, des fermes et des terres. Le chantier est confié à Jules Hardouin Mansart (1699-1708), premier architecte du roi qui, en quinze mois, fait démolir le vieux château et construire de nouveaux bâtiments pour un total de 1,4 millions de livres. Le roi suit de près l'avancement des travaux, comme le prouve une note de sa main, sorte de pense-bête pour ne rien oublier avant l'ouverture¹:

Etablissement de Saint-Cyr.

- Lettres patentes bien dressées,
- Biens à donner pour la fondation,
- Ornements à faire pour l'église,
- Meubles de toutes sortes,
- Choix d'un homme d'affaire,
- Choix d'un conseiller d'État pour assister aux comptes,

¹ Louis XIV, *Note autographe concernant la fondation de la maison royale de Saint-Cyr*, juillet 1686, manuscrit. Archives Départementales des Yvelines, D 93.

- Provisions par avance pour que rien ne manque au p^r juillet, jour que les demoiselles entreront à Saint-Cyr,
- Proposition de donner plus de revenu qu'il ne faut pour l'entretien de la maison, à condition de marier des demoiselles sur le revenant-bon, une somme honnête mise à part pour les besoins qu'on pourrait avoir,
- Règlements à faire,
- Constitutions biens examinées,
- Bons sujets à choisir,
- Voir à peu près l'état où la dépense ira,
- Précautions à prendre contre le désordre, tant dans les mœurs que dans l'administration des biens,
- Défendre tous présents,
- Défendre qu'on acquiert plus de bien,
- Défendre de bâtir pour agrandir la maison,
- Spécifier l'âge et le temps que les filles seront reçues et demeureront dans la maison

La première ligne fait allusion aux *Lettres patentes* de fondation de juin 1686, véritable acte de naissance de Saint-Cyr, qui précisent que l'encadrement des élèves est assuré par trente-six Dames de Saint Louis, enseignantes et administratrices, assistées par des sœurs converses chargées du service. Ces Dames qui prononcent des vœux simples et ne sont soumises qu'à l'autorité de leur évêque ne constituent donc pas, à l'origine, une communauté religieuse au sens strict, le roi étant persuadé, comme son confesseur, de l'inutilité de créer un nouveau couvent. Cette structure trop ouverte sur le monde extérieur (masculin) contraria la papauté qui finit par obtenir sa transformation, en 1692, en une communauté régulière. Ce texte définit également le fonctionnement administratif, la gestion financière de la maison et les critères d'admission des fillettes. Les familles doivent adresser au roi un placet accompagné d'un certificat de l'évêque attestant de leur pauvreté. L'enfant, âgée de sept à douze ans, doit être en bonne santé et avoir un joli minois. Preuve supplémentaire de l'investissement du souverain, il intervient lui-même dans la procédure de sélection. Les familles des heureuses élues ont trois mois pour faire établir, par l'un des généalogistes du roi, les Preuves de noblesse de la demoiselle. La monarchie se charge, via son administration de faire connaître à la noblesse de France les modalités de ce recrutement, grâce à des brochures diffusées dans tout le royaume qui attirent, au début du XVIII^e siècle, quatre fois plus de candidatures que de places disponibles.

La note du monarque, reproduite ci-dessus, souligne l'attention extrême qu'il porte aux questions financières. Il veut garantir à long terme l'indépendance de l'établissement en lui octroyant des ressources suffisantes pour couvrir les besoins de 350 personnes dont 250 élèves. Il faut aussi que la maison puisse faire face au coût que représente la dot de 3.000 livres que chacune reçoit à sa sortie, à l'âge de 20 ans. Outre les 1.500 livres que rapporte chaque année la seigneurie de Saint-Cyr, le roi ajoute 50.000 livres en fonds de terres et les revenus de la manse abbatiale de Saint-Denis, soit environ 114.000 livres. Pour cela le souverain supprime le titre abbatial de Saint-Denis, vacant depuis la mort de son dernier titulaire et transfère tous les revenus à la Maison royale. Une procédure qui ne fut pas au goût du pape et participa des mauvaises relations de la France avec le Saint-Siège. (Neveu, 1985; Neveu, 1988). La note atteste que le roi se préoccupe aussi des moindres détails comme le choix des meubles et des ornements

de l'église. Il donne son avis sur le vêtement des demoiselles et des Dames; pour ces dernières, il refuse l'habit religieux traditionnel, voile et guimpe, et manifeste ainsi sa volonté de distinguer Saint-Cyr des couvents traditionnels. Il faut attendre 1707, soit 15 ans après le rattachement de la maison à l'ordre de Saint-Augustin, pour qu'il cède sur ce point.

Enfin, le roi est très attentif au choix du personnel d'encadrement et nomme lui-même la première supérieure, M^{me} de Brinon. Les postes de conseillers du dehors, de directeur du temporel sont toujours occupés par de grands serviteurs de l'État qui ont toute la confiance du roi, preuve supplémentaire de l'importance que cette maison d'éducation revêt à ses yeux. Ainsi Voysin de la Noiraye (1654-1717), directeur temporel de la Maison de 1709 à 1717, était aussi membre du Conseil du roi; en 1709 il devient secrétaire d'État à la guerre puis est chargé de la formation du duc de Bourgogne d'avril 1711 à la mort de ce dernier en 1712, avant de devenir chancelier à partir de 1714 en remplacement de Pontchartrain.

Si les instructions royales ou émanant de l'administration monarchique, règlements, constitutions et autres, abordent les questions liées aux critères d'admission et aux modalités de recrutement des élèves, elles restent laconiques sur l'éducation proprement dite. Tout ce qui concerne la division en quatre classes rouge, verte, jaune et bleue², l'organisation du temps scolaire entre jours ordinaires et jours de récréation, l'emploi du temps quotidien, la pédagogie et les contenus éducatifs relève des indications fournies par M^{me} de Maintenon dans ses multiples écrits³ (Bots, 2009-2013). Elle surveille, par exemple, les lectures des élèves, par crainte des mauvais livres: «[...] les romans, parce qu'ils ne parlent que de vices et de passions; il y en a d'autres qui, sans l'être autant, ne laissent pas d'être dangereux aux jeunes personnes, en ce qu'ils peuvent les dégoûter des livres de piété et qu'ils enflent l'esprit comme, par exemple, l'histoire romaine ou l'histoire universelle, du moins celle des temps fabuleux» (Maintenon, 1696). La marquise précise le rôle des éducatrices par rapport à leurs élèves; elles: «ne sont pas seulement engagées à instruire les demoiselles, mais à les élever, ce qui comprend tous les soins des mères envers leurs enfants» (Maintenon, 1690). Tout ce qui relève de la pédagogie, progressions, punitions, récompenses, est de son ressort. Elle supervise l'hygiène, l'alimentation, la lutte contre les maladies épidémiques; elle n'hésite pas à faire appel à son propre médecin, ou à celui du roi pour prêter mains fortes aux praticiens attachés à l'établissement. La fondatrice est très attentive aux soins du corps et, en particulier, au renouvellement régulier du corset de chaque demoiselle: «songez» écrit-elle à la maîtresse générale «au tort que vous faites à une fille qui devient bossue par votre faute, et par-là hors d'état de trouver ni mari, ni couvent, ni Dame qui veuillent s'en charger» (Maintenon, 1699). La marquise n'est pas la seule à se soucier du devenir des élèves à leur sortie, le roi a aussi des idées très précises sur ce sujet. Dans sa note de 1686, il évoque le mariage des anciennes élèves, préoccupation reprise dans le préambule des Lettres patentes de 1686: «en sorte qu'après avoir été élevées dans cette communauté, celles qui en sortiront puissent porter dans toutes les provinces de notre royaume des exemples de modestie et de vertu et contribuer soit au bonheur des familles ou elles pourront entrer par

2 La classe rouge regroupe les fillettes entre 7 à 10 ans; les vertes ont entre 11 et 14 ans, les jaunes entre 15/16 ans et les bleues jusqu'à 20 ans.

3 Les écrits pédagogiques de Madame de Maintenon revêtent de multiples formes : *Entretiens* avec les religieuses et *Instructions* aux demoiselles, *Conversations* et *Proverbes* sous forme de jeux destinés aux élèves. De nombreuses lettres de la marquise, adressées à des Dames, des élèves ou d'anciennes élèves, abordent également ces questions.

mariage ou à l'édification des maisons religieuses ou elles voudront se consacrer entièrement à Dieu [...]»⁴.

Pour la monarchie, ces demoiselles, élevées aux frais de l'État, devenues religieuses ou mères de famille ont donc un rôle à jouer dans la société. Au delà de leur instruction religieuse qui pourra aider à la sanctification des couvents et des familles nobles se dessine, ici, une véritable ambition politique: faire passer, par ces femmes, des messages à la société nobiliaire toute entière. À cet égard, l'enseignement de l'histoire et de la géographie, l'une des originalités de cette maison, est riche d'informations. Les ouvrages d'histoire de France présents dans les bibliothèques (Jacquemin, 2007) sont centrés sur la glorification de la monarchie française, liant l'histoire de la France à celle de ses rois. Ils insistent sur la fidélité incontournable de la noblesse au souverain tout en rappelant l'indépendance de cette monarchie par rapport à l'Empire et à la Papauté. Une image négative de ce système politique, via la critique de certains rois, n'est cependant pas absente mais ne débouche jamais sur la remise en question du régime. Les *Cahiers de géographie*, exemple du matériel pédagogique en usage dans l'établissement, contiennent une réflexion politique plus fine, suggérant la relativité: «Je ne m'arrêterai pas dans toutes les différentes divisions qui ont été plusieurs fois changées, augmentées, diminuées par plusieurs changements, révolutions et altérations», affirme l'auteur du cahier *Description de l'Europe*⁵. Mais laisser entrevoir à ces jeunes filles la fragilité des divisions politiques, la pluralité des modes de gouvernement, n'est-ce pas encore une manière de célébrer la solidité et la pérennité de la monarchie française?

Outre la glorification de l'exceptionnalité et de la solidité de ce système politique mais aussi, bien sûr, du roi qui a su le porter à son acmé, il s'agit de donner aux élèves de l'institution qu'il a pris le temps de fonder et de superviser dans ses moindres détails, des leçons de civisme et d'amour du royaume par la connaissance des différentes provinces, à l'aide, en particulier, de *l'Atlas de France*⁶, source qui révèle son étroite parenté avec les *Mémoires* rédigés à la fin du XVII^e siècle par les intendants de province à la demande du duc de Beauvilliers et de Fénelon pour l'instruction du duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV. L'enseignement reçu par ces demoiselles présente donc des similitudes avec celui qui était alors délivré à un garçon issu de la noblesse mais à un rang nettement supérieur. Ici la différenciation de contenu associé au genre des élèves disparaît donc derrière la différence sociale. De petites provinciales, issues de la noblesse pauvre, devenues par la volonté du roi demoiselles de Saint-Cyr, donc ses protégées, reçoivent des leçons proches de celles d'un prince. Il reste néanmoins impossible à l'historien.ne de déterminer l'impact d'un tel programme éducatif sur les élèves ; on rencontre ici l'une des difficultés inhérentes à l'histoire de l'éducation quelque soit la période, le cadre et le milieu social.

Une maison d'éducation pour filles, née au Grand siècle, dans le siècle des Lumières

Fin août 1715, quelques jours avant la mort de Louis XIV, Madame de Maintenon s'installe à Saint-Cyr, elle y restera jusqu'à sa mort quatre ans plus tard. Quant à l'institution, elle perdure jusqu'à sa suppression en mars 1793 par la Convention nationale.

4 Bibliothèque Nationale de France, Mss. fr. 23824 et 14029.

5 Archives Départementales des Yvelines, D sup. 13 à 18.

6 Archives Départementales des Yvelines, D sup. 223 à 246.

Jamais les monarques suivants, Louis XV et Louis XVI, n'ont remis en question l'institution fondée par leur prestigieux aïeul mais leur engagement n'a pas été aussi marqué. Au début de chaque règne, la fondation est pérennisée par de nouvelles *Lettres Patentes*. En 1718, le régent Philippe d'Orléans approuve en tout point l'établissement créé par Louis XIV qui lui paraît tout à fait: «recommandable [...]. Et notamment par le secours que cet établissement procure à la noblesse française» (*Lettres*, 1719). Il confirme biens matériels, communauté religieuse, intentions et principes de cette institution. En 1763, par de nouvelles *Lettres Patentes*, Louis XV restreint les conditions d'admission (Lavallée, 1853:247):

À l'avenir, aucune des deux cent cinquante places fondées en notre maison de Saint-Cyr ne pourra être accordée qu'à celles dont le père ou le grand-père auront servi au moins dix ans dans nos troupes, si ce n'est qu'avant ledit temps l'un ou l'autre aient été tués à notre service, ou qu'ils l'aient quitté par rapport à des blessures ou des infirmités qui les aient empêchés de continuer.

Il s'agit pour lui, quelques mois après la signature du traité de Paris qui met fin à la Guerre de Sept ans, de réserver officiellement les places de demoiselles à la noblesse militaire. Quant aux *Lettres Patentes* édictées par Louis XVI, en 1776, elles n'apportent rien de nouveau, si ce n'est de reculer l'âge d'entrée à dix ans.

La générosité de Louis XV et Louis XVI est sans commune mesure avec celle de leur aïeul. On doit certes au premier d'importants travaux liés aux problèmes d'infiltration: 150.000 livres pour la reprise des fondations, le drainage des caves, le renouvellement des boiseries pourries du rez-de-chaussée, auquel s'ajoute la construction d'un pavillon pour les archives. Pour consolider la situation financière de la maison, Louis XV donne 21.000 livres à prendre sur les revenus des aides et des gabelles et, en 1769, un prieuré en Normandie rapportant un revenu annuel d'environ 19.000 livres⁷. Quant à Louis XVI, il engagea en 1786, sur les conseils de Marie-Antoinette, la procédure pour obtenir de la papauté le rattachement du prieuré normand de Troarn au revenu annuel de 14.000 livres, avec l'intention de le transformer en chapitre de chanoinesses réservé aux anciennes demoiselles⁸. Les négociations n'aboutissant que deux ans plus tard, les circonstances firent que jamais Saint-Cyr ne put disposer des avantages en découlant.

Autre évolution, celle des visites royales. Dans les dernières décennies de son règne, l'intérêt de Louis XIV pour l'établissement se manifeste par sa présence physique régulière, en particulier pendant la période où Adélaïde de Savoie fréquente Saint-Cyr. Arrivée à la cour en 1696, à l'âge de onze ans, elle épouse en décembre 1697 le duc de Bourgogne, mais ne commence à vivre avec son époux que deux ans plus tard. Pendant ces quelques années, elle passe de nombreuses journées à Saint-Cyr, portant l'habit des demoiselles et participant à leurs activités. Les annales de la maison signalent la première visite du jeune Louis XV en 1720, une autre quelques années plus tard⁹. Les raisons de cette prise de distance sont multiples, certains contemporains et historiens (Lavallée, 1853; Campan, 1988), avancent l'influence du cardinal de

7 Archives Départementales des Yvelines, D 100 et 108.

8 Archives Départementales des Yvelines, D 438 à 444.

9 *Mémoire de ce qui s'est passé de plus remarquable depuis l'Etablissement de la Maison de Saint-Cyr. Ses commencements, jusqu'à l'année mille sept cent quarante*, Manuscrit, XVIII^e, Bibliothèque municipale de Versailles.

Fleury, pour expliquer que ce roi n'affectionne ni cette maison, ni l'éducation qui y est délivrée à ces jeunes filles. Selon Madame du Hausset, le roi aurait même dit: «[...] voilà comme sont ces bégueules Saint-Cyr. Madame de Maintenon s'est bien trompé avec d'excellentes intentions. Ces filles sont élevées de manière qu'il faudrait toutes en faire des dames de palais, sans quoi elles sont malheureuses et impertinentes» (Hausset, 1985:58). La reine Marie Leszczyńska est, quant à elle, très attachée à Saint-Cyr, comme le suggère le tableau de Pierre Gobert où elle porte l'habit des Dames (Gobert, circa 1726). Depuis sa première visite en 1725, trois jours après son arrivée à la cour de France, elle vient souvent y prier, rencontrer les demoiselles et assiste parfois aux prises de voile. Elle choisit d'y installer sa propre mère pendant trois ans, au moment de la Guerre de succession de Pologne. La tradition invérifiable, mais reprise par certains historiens (Lavallée, 1853), veut que le roi lui ait laissé un droit de regard sur la sélection des candidates, mais elle ne parvint pas à le convaincre d'y envoyer leurs filles, Louis XV préférant l'abbaye de Fontevraud, comme le signale Madame Campan (Campan, 1988:26). Les sources n'attestent que d'une visite solennelle de Louis XVI en compagnie de Marie-Antoinette en 1779. Néanmoins, cette dernière «avait parmi ses femmes des jeunes filles sorties de la maison de Saint-Cyr, et toutes fort bien nées» et, si l'on en croit à nouveau le témoignage de Madame Campan, elle veillait sur leur conduite (Campan, 1988:95). En dehors des engagements financiers des deux monarques, les informations à la disposition de l'historien ne sont ténues et souvent assez anecdotiques. Il peut s'agir là d'un signe de l'incompréhension de ces souverains quant à la dimension politique de cette maison d'éducation pour filles. Peut-être y voient-ils plus le caprice d'une favorite tant décriée au XVIII^e siècle, Madame de Maintenon, et d'un vieux roi sous influence.

Cette désaffection relative des souverains relève sans doute aussi d'une opinion fort répandue à l'époque à l'égard de cette institution, résumé par Daniel Roche dans la formule «Saint-Cyr se range du côté du passé» (Roche, 1988:369). Plusieurs témoignages de contemporains du siècle des Lumières ayant pu visiter l'établissement signalent en effet le décalage entre cette institution et le monde extérieur. Horace Walpole (1717-1787) l'un des fils du ministre, découvrant les lieux en 1769, est partagé entre l'admiration pour les locaux, l'organisation, certains aspects de la pédagogie et le passéisme de l'institution: «Saint-Cyr, est une ville morte, qui ne communique plus avec le dehors. On le sait et l'on s'en moque à Paris» (Walpole, 1872). On retrouve ce même balancement entre admiration et critiques sous la plume de Madame Campan qui put assister à plusieurs représentations d'*Esther* à Saint-Cyr. Pour elle, cette école «admirable par la sagesse de son règlement, par le zèle des dames, et par la soumission des élèves, [qui] avait été placé par une main supérieure, au-dessus de tous les dangers qui s'étaient introduits dans les autres monastères» mais «Il était ridicule, de les entendre, en 1789, chanter encore la musique de Lulli et de les voir danser le passe-pied et la forlane, vêtues en habits retroussés comme du temps de Louis XIV» (Campan, 1824:3). Ces visiteurs semblent tous avoir remonter le temps, se retrouvant dans un milieu pétrifié où rien n'avait bougé depuis un siècle, principes éducatifs, vêtements, musique, lectures etc. Voulant préserver l'esprit des fondateurs et les préceptes de M^{me} de Maintenon, les Dames n'ont sans doute pas vu le monde évoluer et n'ont pas su, ou pas souhaité, s'adapter à une société en mutation, mais aussi, à différence d'autres établissements d'éducation pour filles, aux attentes nouvelles des familles. À la même époque, à Paris, chez les Dames du Calvaire, les religieuses ont bien senti que la demande sociale avait changé (Wunderlich, 1984:311):

L'éducation qu'on leur donne, est toute relative à la société. Nous avons fait de grands changements au plan d'éducation que nous suivions jadis et qu'on suit encore dans la plupart des couvents: nous nous sommes laissées persuader que les jeunes filles qu'on nous confiait étaient nées pour le monde et nous nous occupons à leur inculquer les devoirs qu'elles doivent remplir dans la société et à leur procurer les connaissances et les agréments qui peuvent les y faire distinguer.

Si le côté conservatoire du temps passé, déplaît à certains, il attire aussi les regards, en particulier venant de l'étranger. En effet, l'admiration pour le Grand siècle est vive dans l'Europe des Lumières, transmise notamment par *Le Siècle de Louis XIV* publié par Voltaire en 1751. Saint-Cyr, création de Louis XIV, participe à l'image de la monarchie absolue et à l'aura de la culture française. Les souverains étrangers, en visite à Versailles, comme Pierre le Grand en 1717 ou le futur Joseph II, venu incognito au printemps 1777, font le détour par l'institution. Certains récits de voyageurs, dont celui de Sophie Von La Roche, rendent bien compte des attentes mais aussi des obstacles à franchir (recommandations nécessaires, démarches auprès de la supérieure etc.) pour visiter la maison et pouvoir humer l'air du Grand siècle. La description de la visite (parloir, église et tombeau de Madame de Maintenon, dortoirs, réfectoire, infirmeries, appartement de la fondatrice) ressemble à celle d'un itinéraire à l'intérieur d'un musée, à la nuance près que des échanges sont possibles avec des élèves et des religieuses. Sa description s'attarde surtout sur les souvenirs de Madame de Maintenon, de Louis XIV et de la famille royale, sur l'ordre, la propreté et l'atmosphère paisible. Si elle décrit peu les contenus éducatifs, elle est sensible aux élèves en train de déclamer des textes de la fondatrice ou de jouer aux échecs et conclut en ces termes: «cependant tout dans son ensemble se règle, sans aucun changement, d'après les instructions de la sage et bienveillante fondatrice» (Von La Roche, 2012:338).

À côté de Versailles, modèle architectural que plusieurs souverains de l'époque cherchent à copier, Saint-Cyr est un modèle éducatif qu'ils veulent reproduire ou adapter plus par fascination pour le roi soleil qu'en raison d'une réelle volonté étatique d'investir le champ de l'éducation des filles. Dans ce but, dans les années 1760, l'impératrice Marie-Thérèse fait venir à Vienne plusieurs religieuses, anciennes élèves de Saint-Cyr, pour réformer une institution éducative féminine. Quelques années plus tard, la tsarine Catherine II missionne par deux fois son ambassadeur pour une visite approfondie de la maison. C'est notamment à partir des observations faites sur le terrain qu'elle fonda en 1764, à Saint Petersburg, l'institut Smolny destiné à l'éducation des demoiselles nobles et bourgeoises (Picco, 2009), à propos duquel Voltaire lui écrivit en mai 1772: «Votre Saint-Cyr [...] est fort au-dessus de notre Saint-Cyr» (Voltaire, 1775).

Conclusion

Saint-Cyr est unique parmi les couvents où furent élevées les filles de la noblesse française de la fin du XVII^e siècle à la Révolution française. Fondée en 1686 par Louis XIV, sur les conseils de M^{me} de Maintenon, cette institution installée non loin du palais de Versailles offrit, grâce aux importantes donations du roi, une scolarité gratuite d'environ dix ans à plus de 3000 petites filles issues, pour une large partie, d'une noblesse appauvrie par le service de l'État. Loin d'être le caprice d'un souverain influencé par une bigote, comme l'historiographie l'a souvent retenu, il

s'agit d'une décision éminemment politique, «fondation royale au degré superlatif» écrit même l'historien Bruno Neveu (Cocâtre-Zilgien et Neveu, 1990:34).

Derrière les murs de la clôture, dans un espace réservé aux femmes où la présence masculine (membres du clergé, médecins, visiteurs étrangers), toujours exceptionnelle était étroitement contrôlée, les principes éducatifs énoncés par Madame de Maintenon, à la fois traditionnels - dimension religieuse et morale, place des femmes dans la société - et novateurs - matières originales, méthodes pédagogiques, choix de vie adapté à la personnalité - ont contribué à la formation de l'identité féminine de plusieurs générations de femmes nobles. Du côté du roi, au delà du privilège pécuniaire et honorifique accordé à certaines familles nobles en remerciement de services rendus, on peut lire aujourd'hui la compréhension de la place des femmes dans la société et du rôle qu'une fois bien formée elles peuvent y jouer. À leur sortie, devenues religieuses ou épouses et mères, c'est-à-dire éducatrices des générations suivantes, elles sont susceptibles de faire circuler dans les familles et au-delà dans la société toute entière, via leur domesticité, des principes moraux et religieux, mais aussi le culte du Roi-Soleil, l'attachement à la monarchie, à la dynastie, au royaume, voire à la nation. La prise en charge par l'état de l'éducation des filles, certes ici limitée à une frange étroite de la société, a donc une utilité. En 1793, l'utilité sociale, chère aux penseurs des Lumières, de cet établissement fut d'ailleurs mise en avant par l'intendant de Saint-Cyr pour tenter de sauver la maison de la fermeture par la toute jeune république¹⁰.

Tout au long du XVIII^e siècle, l'institution bénéficia d'un soutien plus discret de la monarchie, pour de multiples raisons liées, entre autres, à l'ombre trop pesante de l'aïeul fondateur, à l'image négative de Madame de Maintenon, à la tonalité d'un autre temps de l'institution, conservatoire décrié par certains et loué par d'autres, admirateurs du roi soleil et/ou de la culture française. Certains ont voulu copier cette maison, sans doute plus par esprit d'imitation du grand roi que par intérêt profond pour l'éducation des filles. Saint-Cyr ne tomba donc pas dans l'oubli, comme quoi, créer une maison d'éducation pour les filles de la noblesse désargentée n'était pas anecdotique mais un acte éminemment politique pouvant s'inscrire dans la longue durée.

Références

- (s.n.) (1719). *Lettres patentes de confirmation d'établissement de la Maison de Saint Louis, établie à Saint-Cyr*. Paris.
- (s.n.) (septembre 1686). *Le Mercure Galant*.
- Autrand, F. (2009). *Christine de Pisan*. Paris: Fayard.
- Bots, H. et alii (Eds.) (2009-2013). *M^{me} de Maintenon. Lettres de M^{me} de Maintenon*. 8 volumes. Paris : H. Champion.
- Campan, M. (1824). *De l'éducation suivi des conseils aux jeunes filles* (Vol. II, pp. 3-ss). Paris.
- Campan, M. (1988). *Mémoires de Madame Campan, première femme de chambre de Marie-Antoinette*. Paris : Mercure de France.

10 Mémoire donné au Ministre de l'intérieur par le citoyen Astruc Intendant de la Maison de St. Louis à St. Cyr pour satisfaire à la demande du Comité d'instruction publique de la Convention nationale, décembre 1792, Archives Départementales des Yvelines, 3Q80.

- La Chalotais, L. R. de Caradeuc (1763). *Essai d'éducation nationale ou Plan d'études pour la jeunesse*. Paris.
- Cocâtre-Zilgien, P. & Neveu, B. (1990). Saint-Cyr, institut religieux et fondation royale. *Revue de l'histoire de Versailles et des Yvelines*, 74, 21-40.
- Condorcet, M. de (1790). Mémoires sur l'instruction publique. *Bibliothèque de l'homme public ou Analyse raisonnée des principaux ouvrages français et étrangers sur la politique en général, la législation...* par M. le marquis de Condorcet. Paris.
- Duchêne, R. (2002). *Madame de Sévigné ou la chance d'être femme*. Paris: Fayard.
- Duvignacq-Glessen, M. A. (1994). *L'ordre de la Visitation à Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris : Éditions du Cerf.
- Egle, D. J. (Dir.) (1998). *Histoire de l'enfance en occident* (Vol. 1). Paris: Seuil.
- Érasme. (1529). *Declamatio de pueris statim ac liberaliter instituendis*. Traduit en français en 1537.
- Fénelon, F. (1994). *Traité de l'éducation des filles*. Paris: Klincksieck.
- Fleury, C. (1686). *Traité du choix et de la méthode des études*. Paris.
- Gobert, P. (circa 1726). *La Reine Marie Leszczyńska en habit de religieuse devant Saint-Cyr*, huile sur toile, 134x100 cm, Musée national du château de Versailles et de Trianon.
- Hausset, M. du (1985). *Mémoires sur Louis XV et Madame de Pompadour par Madame du Hausset*. Paris : Mercure de France.
- Jacquemin, H. (2007). *Livres et jeunes filles nobles. L'exemple de la Maison Royale de Saint-Louis de Saint-Cyr (1686-1793)*, Angers: Presses de l'Université d'Angers.
- Jollain, N. R. *Louis XIV tenant le plan de la Maison de Saint-Cyr*, huile sur toile, 221x165 cm, Musée national du château de Versailles et de Trianon.
- Lavallée, T. (1853). *Histoire de la Maison Royale de Saint-Cyr (1686-1793)*. Paris.
- Lebrun, F., Venard, M. & Quéniart, J. (1981). *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, t. 2, Paris: Nouvelle Librairie de France.
- Luther, M. (1524). *Aux magistrats de toutes les villes allemandes pour les inviter à ouvrir et à entretenir des écoles chrétiennes*.
- Maintenon, M. de (1696). *Instruction*.
- Maintenon, M. de (1699). *Lettre à Madame de Berval. Maîtresse générale*.
- Maintenon, M. de (26 juin 1690). *Projet pour la conduite des deux premières classes de Saint-Cyr*.
- Miremont, M. de (1779). *Traité de l'éducation des femmes et cours complet d'instruction*, Paris.
- Neveu, B. (1985). Louis XIV et la papauté: Versailles, Rome et Saint-Cyr. *Studies in history and politics*. vol. IV(4), 55-69.
- Neveu, B. (1988). Du culte de Saint Louis à la glorification de Louis XIV: la maison royale de Saint Cyr. *Journal des savants*, 3-4.
- Picco, D. (2008). L'histoire pour les demoiselles de Saint-Cyr (1686-1793). Dans Arnould, J. C. & Steinberg, S. (Dirs.), *Les Femmes et l'écriture de l'histoire, 1400-1800* (pp.493-511). Rouen: Publications des Universités de Rouen et du Havre.
- Picco, D. (2009). Le plan d'Ivan Betskoi pour l'Institut des demoiselles nobles de Smolny, modèle ou contre-modèle éducatif ? Dans Figeac-Monthus, M., et alii. (Eds.) *Construire l'éducation de l'Ancien Régime à nos jours* (pp. 102-128). Pessac: Presses universitaires de Bordeaux.
- Poullain de la Barre, F. (1673). *De l'Égalité des deux sexes*. Paris.

- Poullain de la Barre, F. (1674). *De l'éducation des dames pour la conduite de l'esprit dans les sciences et dans les mœurs*. Paris.
- Prévot, J. (1981). *La première institutrice de France, Madame de Maintenon*. Paris: Ed. Belin.
- Roche, D. (1978). Éducation et société dans la France du 18^{ème}: l'exemple de la Maison royale de Saint-Cyr. *Cahiers d'histoire*. Vol XXIII (1), 3-24.
- Roche, D. (1988). *Les Républicains des Lettres. Gens de culture et Lumières au XVIII^e siècle*. Paris: Fayard.
- Castel de Saint-Pierre, C. (1728). *Projet pour perfectionner l'éducation*. Paris.
- Sonnet, M. (1987). *L'éducation des filles au temps des Lumières*. Paris: Éditions du Cerf.
- Steinberg, S. (2010). Hiérarchies dans l'Ancien Régime. In Riot-Sarcey, M. (Ed.). *De la différence des sexes. Le genre en histoire* (pp.133-160). Paris: Éditions par Larousse.
- Timmermans, L. (1993). *L'accès des femmes à la culture (1598-1715)*. Paris: H. Champion.
- Vivès, J. L. (1523). *De institutione feminae christianae*.
- Voltaire, (29 mai 1775). *Lettre de Voltaire à Catherine II*.
- Von La Roche, S. (2012). *Journal d'un voyage à travers la France, 1785*. Saint Quentin de Baron: Entre deux mers.
- Walpole, H. (1872). *Lettre à George Montagu, 17 septembre 1769*. In *Lettres d'Horace Walpole (1739-1775)* (pp 209-216). Paris.
- Wunderlich, H. (1984). Studienjahre des Grafen Salm-Refferscheidt (1780-1791). *Ein Beitrag zur Adelserziehung am Ende des Ancien Régime*, Heidelberg: Heidelberg, Universitätsverlag.